



Les ouvriers de la fabrique de bière « El Aguila » ayant chassé les directeurs obstruent l'entrée avec des wagons.



La police madrilène dégage une rue après les incidents du 2 mai.

### LES DÉSORDRES EN ESPAGNE

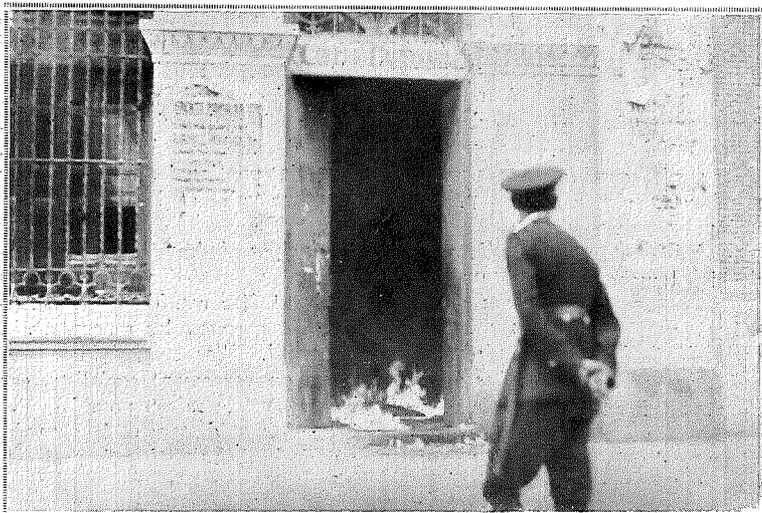
Nous avons mentionné, dans notre dernier numéro, la recrudescence d'agitation révolutionnaire qui a coïncidé, en Espagne, avec la célébration du 1<sup>er</sup> mai. Les images que nous publions aujourd'hui sont relatives à trois épisodes différents de cette guerre civile endémique.

L'une est particulièrement significative de l'état d'esprit qui règne actuellement dans la Péninsule. Les ouvriers de la fabrique de bière El Aguila, à Madrid, la plus importante brasserie d'Espagne, exigeaient le renvoi d'une vingtaine de leurs camarades suspects de « fascisme ». Les directeurs n'ayant pas accédé à cet ultimatum, le 28 avril les ouvriers expulsèrent la direction et les « indésirables » et s'approprièrent l'établissement à la tête duquel ils ont placé un soviet.

D'autres troubles ont eu pour occasion la traditionnelle cérémonie qui se déroule le 2 mai pour commémorer le départ des troupes de Murat, lors de la guerre d'Espagne, sous Napoléon I<sup>er</sup>. A son issue deux coups de feu retentirent, sans atteindre personne. La garde à cheval se jeta à la poursuite de l'homme qui avait tiré et l'arrêta quelques centaines de mètres

plus loin. Mais la populace prit fait et cause contre la police, qui dut charger à maintes reprises.

Une autre affaire qui a fait grand bruit est celle dite des « caramels empoisonnés ». Le bruit s'était répandu, on ne sait trop comment, dans le quartier populaire de Cuatro Caminos, que des membres d'associations de droite avaient distribué à des enfants du peuple des caramels empoisonnés. Plusieurs centaines d'ouvriers se rassemblèrent, le 3 mai, devant l'hôpital où l'on disait que les victimes étaient soignées et voulurent y pénétrer de force. Les gardes d'assaut essayèrent de les disperser. A ce moment, comme toujours, des coups de feu éclatèrent. Les manifestants prétendirent qu'ils provenaient de l'église voisine des Anges et l'incendièrent. Ils s'emparèrent aussi du sacristain, que la police dut arracher de leurs mains, assez mal en point. Un de nos clichés représente le début de l'incendie. Les émeutiers avaient arrosé de pétrole l'entrée de l'école paroissiale attenante à l'église et y avaient mis le feu. Enregistrons enfin ici l'élection de M. Azana à la présidence de la République. Elle a eu lieu le 10 mai à une énorme majorité. L'événement était d'ailleurs prévu et n'apporte point de signification politique nouvelle.



Le 3 mai, du pétrole répandu dans l'école paroissiale de l'église des Anges est enflammé sous l'œil placide de la police.

Quelques instants plus tard, notre opérateur était pris à partie et son appareil était brisé par la foule.



La police protège contre la fureur populaire le sacristain de l'église des Anges.



L'église des Anges, à Madrid, en flammes.

L'AFFAIRE DES CARAMELS EMPOISONNÉS A MADRID.



Au Conseil national du parti socialiste S. F. I. O., présidé par M. Bracke (le second à partir de la gauche) : M. Léon Blum prononçant son discours. — Croquis de J. SIMONT.

A LA VEILLE D'UN GOUVERNEMENT  
DE FRONT POPULAIRE

EN ÉCOUTANT  
LES MAÎTRES DE L'HEURE

Depuis le second tour de scrutin des élections législatives du 3 mai, la France est virtuellement en état d'inter-règne ministériel. Le cabinet Sarraut est demeuré au pouvoir, selon la règle constitutionnelle que l'on n'a pas voulu bousculer, par une sorte d'hommage des vainqueurs eux-mêmes à l'impartialité qu'il a apportée dans la consultation nationale, mais d'ores et déjà il est reconnu unanimement qu'un gouvernement de Front populaire sera, au début du mois prochain, pour la rentrée des Chambres, appelé au pouvoir et que son chef sera le leader du groupe numériquement le plus fort — le parti socialiste S. F. I. O. — c'est-à-dire M. Léon Blum.

Cette conjoncture a provoqué d'immédiates réactions sur le marché financier, qui est comme le baromètre de l'opinion publique. Une sorte de panique boursière en est résultée. Elle ne s'explique pas seulement par l'appréhension que peut causer l'expérience socialiste. Elle est due aussi au désarroi jeté chez les spéculateurs, qui avaient mis sur une dévaluation prochaine, alors que les socialistes et leurs alliés communistes ont inscrit à leur programme commun la défense du franc. Un Conseil des ministres, tenu le 7 mai, a examiné la situation financière. M. Marcel Régnier, ministre des Finances, y a fait un exposé d'après lequel il est apparu que c'est surtout la confiance qu'il convenait de rétablir. Le lendemain, le Sarraut de la République recevait M. Albert Sarraut et M. Léon Blum, lequel faisait des déclarations qu'il s'efforçait de rendre rassurantes quant à ses intentions.

Une excellente opportunité allait lui être offerte de les renouveler avec le maximum de publicité souhaitable : la tenue du Conseil national du parti S. F. I. O., fixée au dimanche 10 mai. Cet organisme n'est convoqué qu'en des circonstances exceptionnelles. C'est lui qui, en novembre 1933, a prononcé l'exclusion des « néo-socialistes », lui qui, en juin 1934, a ratifié les premiers accords avec les communistes. Il lui appartenait de donner au chef du parti l'investiture de chef de gouvernement.

Au moment où ils vont prendre la direction des affaires publiques, il semble que les socialistes éprouvent deux préoccupations. L'une est de ne pas alarmer le pays. L'autre est de s'assurer la collaboration des communistes. Ceux-ci ont accepté le « soutien », mais ils refusent énergiquement la « participation ». Un appel véhément, qui n'est pas dénué de quelque amertume, leur

est adressé pour qu'ils reviennent sur leur décision et qu'ils se solidarisent jusqu'au bout avec leurs alliés électoraux. Il y a bien peu de chance pour qu'il soit entendu.

D'ordinaire, le Conseil national du parti socialiste se tient à huis clos. Par dérogation, cette année, la presse y a été admise. De leur côté, les communistes ont invité les représentants de tous les journaux, sans distinction d'opinion, à une conférence où ils leur ont exposé dans quel esprit ils se préparaient à devenir, pour la première fois, un élément de la majorité parlementaire. *L'Illustration* ne s'est jamais ouverte à la propagande socialo-communiste, mais elle a toujours rempli son rôle d'information. De même que, voilà quelques mois, elle consacrait une enquête à la formation du « Front populaire », de même elle a jugé nécessaire de rendre compte, objectivement, de ces deux réunions. Les lignes que l'on va lire sont donc le résumé très attentif — parfois même la citation intégrale — de ce que nous avons entendu de la bouche des intéressés.

LE CONSEIL NATIONAL DU PARTI S. F. I. O.

Le Conseil national du parti S. F. I. O. se tient dans la salle des fêtes de l'hôtel Moderne, place de la République : une grande salle rectangulaire et froide que n'animent, d'ordinaire, que les banquets démocratiques et les flonflons des bals de sociétés. A l'extérieur, quelques centaines de curieux sont massés, intrigués surtout par l'autobus spécial des P. T. T. et le déploiement du matériel de la radio et du cinéma. Des membres des Jeunesses socialistes, hommes et femmes, chemise bleue et cravate rouge, forment la haie ; des commissaires au brassard rouge gardent l'entrée et contrôlent les laissez-passer. A l'intérieur, une estrade avec une table au tapis vert, et qui, de temps à autre, s'illuminera sous les feux des sunlights. Dans la longueur de la salle, cinq grandes tables recouvertes de papier blanc, jonchées de brochures et de journaux.

La séance sera présidée tour à tour par deux « anciens » députés : M. Graziani, qui s'est désisté au second tour pour un communiste, et M. Bracke, qui ne s'est pas représenté. Pas de protocole. M. Blum est assis quelque part, dans l'assistance. Au Conseil national ont seuls voix délibérative les 93 délégués — un par fédération — à l'exclusion de la représentation parlementaire et de la commission administrative du parti. Ce n'est pas l'œil de Moscou, mais l'œil multiple et parfois sans indulgence des 90 départements et de l'Algérie braqué sur les élus. Quelques Conseils, paraît-il, ont été houleux. Mais, cette fois, il s'agit beaucoup moins de discussions intestines que d'une explosion d'allégresse pour la victoire remportée.

Le morceau de résistance, impatientement attendu, est le discours de M. Léon Blum. Les délégués, toutefois, sont venus de tous les coins de la France. Ceux d'entre eux qui ne sont pas parlementaires, et c'est le cas le plus fréquent, n'ont que cette occasion de donner, à Paris, un spécimen de leur éloquence. Il ne faut pas les décevoir. On leur abandonnera donc, d'abord, la tribune. La séance du matin, de 9 heures à midi, est assez morne. Elle reprendra, plus vivante, à 14 heures.

Enfin, voici M. Léon Blum. On lui fait une enthousiaste ovation. Tous les délégués, debout, élevant le poing droit, chantent *l'Internationale*. M. Léon Blum chante aussi, le poing levé. C'est une date. Jamais encore un chef de gouvernement français n'avait été accueilli par cet hymne.

On disait M. Blum mal remis de l'agression dont il fut victime le 13 février. Il paraît néanmoins en parfaite forme physique et en pleine possession de son talent oratoire. C'est d'une voix forte et énergique qu'il parle. Il remercie les militants des fédérations. Il salue ceux qui ont succombé dans la lutte. Mais il ne s'attardera pas à l'évocation du passé. Le suffrage populaire a désigné les socialistes pour prendre le pouvoir. Ils ne l'exerceront pas seuls. Le concours des radicaux-socialistes et de l'Union socialiste leur est déjà acquis. Ils s'adresseront aussi à la C. G. T. réunifiée. Restent les communistes. Pourquoi refusent-ils ? Ils sont liés, malgré tout, aux socialistes dans la bonne comme dans la mauvaise fortune. Qu'ils sachent bien qu'un échec du Front populaire ne profiterait qu'à des adversaires communs.

M. Léon Blum définit alors les caractères de l'action qu'il va entreprendre. Chacune de ses formules soulève les applaudissements : « Les élections ont été la réponse du peuple au 6 février : elles doivent en être aussi la réparation... Il faut rendre la victoire définitive, prévenir tout retour offensif du fascisme... Il faut faire circuler à nouveau l'esprit républicain dans toutes les hautes administrations, accroître leur rendement, les rajeunir, les adapter, priver le fascisme — toujours lui — de ses auxiliaires secrets et de ses moyens de propagande. Au dehors, il y a bien des erreurs à redresser et des blessures à panser. Il faut rendre à l'Europe pacifique la foi en elle-même, relever le prestige de la Société des Nations, recréer la solidarité internationale, faire marcher de pair l'assistance mutuelle et le désarmement progressif. »

Ce sont là des principes généraux. Les difficultés financières à surmonter sont des réalités plus concrètes. Elles doivent être considérées de sang-froid. Tout autre gouvernement les rencontrerait, aujourd'hui, devant lui. Elles sont évidemment plus graves pour un gouvernement socialiste, car on a affolé l'opinion. C'est la raison pour laquelle M. Blum n'a pas exigé immédiatement le pouvoir, car une démission forcée du ministère Sarraut eût engendré la panique. De quoi, pourtant, aurait-on peur ? De projets qu'on ne connaît pas ? Comme si le parti socialiste avait caché son programme ! Ce qu'il veut, c'est stimuler les énergies nationales, ranimer le travail — le goût et les possibilités de travail — mettre fin aux privations et aux pénitences iniques. Pourrait-il y réussir s'il ne maintenait pas les conditions essentielles de la confiance, s'il brisait d'avance les instruments de la rénovation économique ? « Notre œuvre profitera aux travailleurs et aux producteurs, elle ne peut nuire qu'aux fraudeurs et aux spéculateurs. Notre but est de ramener à nous ces anxieux, ces errants qui, ailleurs, ont fourni l'armée des dictatures triomphantes. »

Et, pour la péroraison, le ton s'élève : « Nous ne menaçons personne. Mais nous ne sommes pas des isolés aventurés dans le pouvoir par un hasard parlementaire. Nous sommes les mandataires des masses populaires auxquelles on n'aurait pas besoin de faire appel deux fois si l'on s'insurgeait contre leur volonté. » Ces masses, elles réclament des « résultats substantiels et significatifs », à bref délai. Pourtant l'œuvre à accomplir est de longue haleine. Il faudra donc donner, très vite, le sentiment de la réussite future.

Les derniers mots sont personnels : « Je dois vous parler comme je ne l'ai jamais fait. C'est un autre homme que vous avez devant vous : un